



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 10 juin 2024

Régional

L'aide humanitaire de l'Union Européenne mise sous pression par la multiplication des crises climatiques et humanitaires en AEOI

Si l'UE demeure engagée en Somalie, au Soudan et au Soudan du Sud, le Directeur général des Opérations européennes de protection civile et d'aide humanitaire alerte sur la diminution du budget d'aide humanitaire dans un contexte de multiplication des crises. L'UE est le deuxième donneur, derrière les Etats-Unis, dans la corne de l'Afrique où les besoins face aux inondations, à l'insécurité et aux déplacements, s'élèveraient à plus de 10 Mds USD avant septembre 2024 selon l'ONU. En février, l'UE a annoncé une aide initiale de 186 MUSD à la Corne de l'Afrique. L'aide humanitaire, de 78 MUSD au Soudan, rencontre néanmoins des problèmes d'acheminement et s'élève à seulement 44 MUSD en Somalie depuis début 2024, contre 100 MUSD en 2023. Alors que l'attention mondiale se focalise sur Gaza et l'Ukraine, l'assistance de l'UE risque d'être réduite et certains services supprimés.

Comores

Baisse de 6,2 % des échanges commerciaux en 2023

Les échanges commerciaux ont baissé de 6,2 % en 2023, passant à 177 Mds KMF (environ 363 MEUR) en 2023. Les exportations de biens ont baissé de 44 %, atteignant ainsi 14,2 Mds KMF (29 MEUR) en 2023. Ce résultat s'explique par une diminution des exportations des produits de rente. Cette baisse a entraîné un creusement du déficit commercial, le portant à 148,5 Mds KMF (305 MEUR), qui équivaut à 20,9 % du PIB comorien en 2023. Les exportations comoriennes de vanille ont ainsi baissé de 56 % à 892 MKMF, le girofle de 35 % à 11,1 Mds KMF et l'ylang-ylang de 12 % à 1 Md KMF. Concernant les importations, ces dernières ont baissé de 0,2 %, passant à 162,7 Mds KMF (334 MEUR) en 2023. Les achats de produits alimentaires ont augmenté de 3,8 % à 53,1 Mds KMF, tandis que ceux portant sur les biens d'équipement ont cru de 21,4 % à 28,2 Mds KMF. En revanche,

les importations de produits énergétiques ont chuté de 11,3 % à 50 Mds KMF. De même, les importations des biens intermédiaires ont baissé de 4,8 % à 26 Mds KMF.

Djibouti

Recul considérable du port à conteneurs djiboutien dans le classement 2023 des ports à conteneurs de la Banque mondiale et *S&P Global Market Intelligence*

Le port à conteneurs de Djibouti (SGTD) a été rétrogradé à la 379^{ème} position (sur 405 ports) dans le rapport 2023 de l'indice de performance des ports à conteneurs (CPPI) établi par la Banque mondiale et *S&P Global Market Intelligence*. Le SGTD enregistre donc une chute de 353 places par rapport à 2022 et perd son statut de port le plus performant d'Afrique subsaharienne puisqu'il est désormais dépassé par Beira (Mozambique), Monrovia (Libéria) ou encore Abidjan (Côte d'Ivoire). Ce déclassement pourrait être attribué à la maintenance insuffisante des équipements (notamment des grues), au manque de qualification de la main-d'œuvre ainsi qu'à la numérisation limitée de la gestion du port; l'ampleur de la chute surprend toutefois. A noter qu'en 2023, la façade maritime djiboutienne a connu un rebond d'activité (31% en glissement annuel au cours des trois premiers trimestres de 2023) porté par la reprise de la demande éthiopienne et, dans une moindre mesure, les activités de transbordement vers le Yémen. Cette chute pourrait jouer sur l'attractivité des ports djiboutiens et, par contagion, sur l'économie du pays au regard de la centralité de l'activité portuaire dans l'économie djiboutienne.

Ethiopie

Le budget du gouvernement fédéral 2024/25 en hausse de plus de 20 % par rapport à 2023/24

Le conseil des Ministres a approuvé un budget de 971,2 Mds ETB (16,8 Mds USD) pour l'année fiscale 2024/25, qui débutera le 8 juillet 2024. Il s'agit d'une hausse considérable de 21,1% par rapport au budget du gouvernement fédéral pour l'année 23/24, qui s'établissait à 801 Mds ETB (13,9 Mds USD). Une large partie du budget (30,9%) sera allouée au service de la dette, estimé à 139 Mds ETB (2,4 Mds USD), dont plus de la moitié (54,8%) sera réglée aux créanciers domestiques. Une autre partie de ce budget sera destinée à la mise en œuvre du grand programme de réformes du gouvernement, le *Homegrown Economic Reform 2.0*, décliné dans le *Medium-Term Development and Investment Plan* (MDIP) pour la période 2023-2026. Ce plan en trois ans estimé à 4 380 Mds ETB (76 Mds USD) sera notamment financé avec le soutien des bailleurs internationaux dans plusieurs domaines : reconstruction et résilience, transport et logistique, ainsi que la santé et la mise en place des réformes macroéconomiques. La proposition de budget 2024/25 a été présentée par le ministre des Finances au Parlement le 12 juin.

Mission aéroportuaire des entreprises françaises à Addis Abeba

Une délégation d'entreprises françaises menée par Business France s'est rendue à Addis Abeba la semaine du 03 juin pour une mission aéroportuaire avec l'objectif de promouvoir l'expertise française auprès d'*Ethiopian Airlines*. Une dizaine d'entreprises dont *Africa Global Logistics* (AGL), Artelia, Bouygues bâtiment International, Codra, Egis, France Aviation Civile Services, Saint-Gobain et Thalès étaient présentes pour présenter leur expertise dans différents secteurs : construction, informatique, équipements aéroportuaires, et logistique. La stratégie de développement d'*Ethiopian Airlines* inclut en effet la construction d'un nouvel

aéroport à proximité de Bishoftu en Oromia (soixantaine de kilomètres au sud-est d'Addis-Abeba). Le projet d'infrastructure, dont le coût atteindrait 7,8 Mds USD, sera réalisé en deux phases sur 5 ans et pourrait accueillir jusqu'à 100 millions de passagers par an, soit quatre fois plus que la capacité actuelle de l'aéroport international de Bole d'Addis-Abeba.

La plateforme d'e-commerce *Jiji* lance ses services *premium* en Ethiopie

La plateforme d'e-commerce *Jiji*, dont le siège social est en Pologne, a annoncé le lancement de ses services *premium* en Ethiopie dans le but « d'autonomiser les entreprises et soutenir la croissance économique du pays ». L'offre *premium* de *Jiji* propose des solutions personnalisées pour les entreprises qui souhaitent accroître leur visibilité, multiplier leurs ventes et leurs revenus. Le Nigeria, le Ghana et le Kenya représentent les marchés les plus importants de *Jiji* avec plus de 12 millions de visites uniques par mois et plus de 100 000 entreprises utilisateurs des services de la plateforme. D'après une étude du marché, le secteur éthiopien de l'e-commerce devrait croître de 13,3 % par an pour atteindre 465,7 MUSD en 2024, et 869,5 MUSD en 2029. En février 2024, *Ethiopian Airlines* a annoncé le lancement de son centre de logistique d'e-commerce dans l'objectif de combler l'écart logistique du pays et de faire d'Addis Abeba le centre de logistique de l'Afrique.

Kenya

Le FMI conclut un accord avec le Kenya sur les 7^{èmes} revues des accords aux titres du Mécanisme élargi de crédit (EFF) et de la Facilité élargie de crédit (ECF)

L'équipe du FMI et les autorités kenyanes sont parvenues à un accord sur la 7^{ème} revue des programmes aux titres du Mécanisme élargi de crédit (EFF) et de la Facilité élargie de crédit (ECF), et la 2^{ème} revue de l'accord au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (RSF). Compte tenu, d'une part, de l'émission de l'euro-obligation mi-février, écartant les besoins urgents de la balance des paiements, et d'autre part, de la sous-performance des recettes fiscales en début d'année, les services du FMI et les autorités ont convenu de ramener l'accès au titre des accords EFF/ECF dans les limites normales. Par conséquent, l'accès total restant sera ajusté à 135,55 % de la quote-part (735,77 MDTs, soit environ 976 MUSD). Cela portera l'engagement financier total du FMI pendant la durée du programme EFF/ECF à 2,7 Mds DTS (environ 3,6 Md USD). Par ailleurs, l'achèvement de la deuxième revue au titre de la RSF permettrait de débloquer 90,5 MDTs (environ 120 MUSD). L'équipe du FMI a salué i) la politique monétaire stricte de la CBK visant à ancrer les anticipations en matière d'inflation et ii) les efforts des autorités pour accroître l'efficacité du plan d'action en matière de lutte contre LBC/FT avec le GAFI.

La bourse kenyane cherche à relancer les cotations dans un contexte de privatisation d'entreprises cotées

L'indice NSE, qui a chuté de 28 % en 2023, s'est redressé de 24 % cette année et est actuellement le deuxième indice le plus performant d'Afrique en 2024. Ce rebond a bénéficié d'une appétence accrue des investisseurs - préférant jusque-là les obligations, l'amélioration de la disponibilité des dollars et le remboursement de l'Eurobond 2024 qui avait suscité des craintes. La bourse vise au moins cinqancements cette année, y compris des fonds d'investissement immobilier et des fonds négociés en bourse, ainsi que des offres d'actions. Elle espère également générer des revenus en incitant les sociétés cotées en bourse à y inscrire leurs émissions obligataires, et est en pourparlers avec le gouvernement au sujet de la privatisation des entreprises d'État. Le gouvernement a approuvé la vente des parts de l'Etat dans six entreprises dont il était actionnaire. Ces entreprises sont la banque *Stanbic Kenya*, la cimenterie *East African Portland Cement*, la société des

services financier *HF Group*, l'assureur *Liberty Kenya Holding* et le fabricant de batteries *Eveready East Africa*. La dernière opération de privation d'une entreprise publique remonte à 2008 quand le gouvernement a ouvert le capital de *Safaricom*.

Madagascar

Signature d'un protocole d'accord entre *Abu Dhabi Ports* et l'*Economic Development Board of Madagascar* (EDBM)

L'entreprise émirati *Abu Dhabi Ports* (ADP) et l'EDBM ont signé un protocole d'accord le 30 mai 2024 visant à explorer plusieurs domaines de collaboration. Cet accord prévoit le développement des infrastructures portuaires, la numérisation des services logistiques et la mise en place de formations. Le développement économique autour des ports sera également une priorité, avec la création de villes économiques (villes entièrement financées, construites et gérées par le secteur privé) et de zones franches. Enfin, le secteur de la pêche devrait bénéficier d'infrastructures et d'un renforcement des réglementations en vigueur, dans le but de développer la pêche durable.

Renforcement de la flotte de *Madagascar Airlines*

Madagascar Airlines a annoncé la location d'un avion type Q400, disposant d'une capacité de 72 places, afin de répondre à la demande croissante des voyageurs pendant la haute saison estivale. Il sera loué à la compagnie sud-africaine *CemAir* pour les mois de juin et juillet 2024. Ce renfort s'inscrit dans le cadre du plan Phénix 2030, qui prévoit une restructuration de la flotte de la compagnie aérienne, avec l'acquisition d'avions neufs, la restitution de certains appareils en location, des investissements dans la maintenance et la formation du personnel. Par ailleurs, la compagnie aérienne a annoncé qu'un troisième avion est actuellement en réparation et devrait être opérationnel d'ici la fin juin. Par ailleurs, deux nouveaux appareils sont attendus en juillet et septembre pour compléter la flotte. *Madagascar Airlines* a annoncé être en phase finale de négociation pour l'acquisition d'un nouvel ATR, qui devrait entrer en service au mois de juin 2024 et prévoit l'arrivée de 2 autres avions en mars et avril 2025.

Maurice

Hausse du revenu minimum garanti à 20 000 MUR à partir du 1^{er} juillet 2024

Le salaire mensuel minimum avait été revalorisé de 29,6 % le 1^{er} janvier 2024, passant ainsi de 11 575 à 15 000 MUR. Il augmentera à 17 000 MUR à partir du 1^{er} juillet 2024 soit une hausse de 13,3%. Le gouvernement alloue par ailleurs 3 000 MUR supplémentaires à ce salaire minimum au titre de la contribution sociale généralisée (CSG), assurant qu'aucun revenu minimum garanti ne soit inférieur à 20 000 MUR.

Ouganda

L'indice PMI de *Stanbic* en hausse pour le 2^{ème} mois consécutif

Selon l'indice des directeurs d'achat (PMI) de la *Stanbic Bank of Uganda*, le secteur privé ougandais a conclu le mois d'avril sur une note positive, les entreprises ayant fait part d'une hausse de leur activité dans les principaux secteurs de l'économie. L'indice PMI global s'est maintenu au-dessus du seuil des 50 points pour le 2^{ème} mois consécutif, s'élevant à 54,1 en mai, contre 52,6 en avril. *Stanbic* rapporte une

nouvelle amélioration du climat des affaires, attribuable à la hausse de la production et des nouvelles commandes stimulées par des conditions de demande favorables et une amélioration des délais de livraison. L'ensemble des secteurs ont enregistré une croissance de leurs ventes, à l'exception de l'agriculture qui a souffert de l'augmentation des coûts de main-d'œuvre agricole et des intrants.

Signature d'accords avec la Corée du Sud pour un prêt d'infrastructures et le développement d'une centrale nucléaire

Lors du premier Sommet Corée du Sud - Afrique tenu les 4 et 5 juin à Séoul, le ministre des Finances Matia Kasaija et le ministre des Affaires étrangères de la Corée du Sud, Cho Tae-Yul, ont signé un accord-cadre de prêt de 500 MUSD pour la période 2024-2028. Ce prêt financera la construction de diverses infrastructures, bien que les détails spécifiques des projets ne soient pas encore dévoilés. Le ministre Kasaija a qualifié ce soutien financier de « *déterminant* » pour stimuler le développement économique du pays. Parallèlement, la Vice-présidente Jessica Alupo et le Premier ministre coréen Han Duck-Soo ont annoncé leur collaboration pour la construction d'une centrale nucléaire dans le district de Buyende, dans l'est de l'Ouganda. En 2023, l'Ouganda a signé des accords de partenariat avec le Sud-Coréen *KEPCO* ainsi qu'avec le russe *ROSATOM* et l'argentin *INVAP*, pour développer l'énergie nucléaire, avec l'ambition de produire 1000 MW d'énergie nucléaire dès 2031 (nécessitant environ 4000 tonnes d'uranium par an).

Mise au jour d'un réseau de corruption au sein du ministère des Finances et du Parlement

Lors de son discours annuel sur l'état de la Nation prononcé le 6 juin dernier, le Président Museveni a révélé l'existence d'un réseau de corruption impliquant des fonctionnaires du ministère des Finances et du Parlement ougandais. Selon le Président, des comptables du ministère auraient collaboré avec des parlementaires afin d'obtenir des allocations budgétaires en échange d'une partie des fonds alloués. En juillet 2023, les services de l'inspection générale ont révélé que l'Ouganda perd en moyenne 2,7 Mds USD par an à cause de la corruption, soit 23 % du budget national. Suite aux déclarations présidentielles, trois membres du Parlement, dont le Vice-président de la Commission juridique Yusuf Mutembuli, ont été traduits devant la Cour anti-corruption qui a estimé que les preuves disponibles étaient suffisantes pour engager des poursuites à leur encontre. Ces événements interviennent alors que le Royaume-Uni et les États-Unis ont imposé des sanctions à l'encontre de hauts responsables ougandais en mai dernier, dont la présidente du Parlement Anita Among, les accusant de détournement de fonds publics. Le Président Museveni fait l'objet de critiques régulières de la part de ses principaux opposants, dont le leader du *National Unity Platform* (NUP) Bobi Wine, concernant le manque de transparence et de séparation des pouvoirs au sein du gouvernement, terrain propice à la corruption.

Rwanda

Le Rwanda obtient un prêt de 80 MUSD de la Banque mondiale pour lutter contre les dégâts causés par les événements climatiques extrêmes

Le Parlement rwandais a ratifié une loi permettant de contracter un prêt de 80 MUSD auprès de l'Association internationale de développement (IDA) pour réhabiliter les routes et les ponts détruits par les événements climatiques récents. Les travaux porteront sur les routes nationales et régionales ainsi que sur 20 ponts gravement endommagés, afin de réparer les infrastructures et les rendre résilientes au changement climatique. La remise en état des infrastructures de transport,

particulièrement dans les parties nord et sud du pays, conduirait à une baisse des coûts de déplacements des populations. Le prêt permettra aussi de reloger les plus de 20 000 rwandais dont les logements ont été détruits par les inondations ou des glissements de terrain.

Seychelles

Conclusion de la 2^{ème} revue des programmes du Mécanisme élargi de crédit (EFF) et de la facilité pour la résilience et la durabilité (RSF) et de l'Article IV du FMI

Le 3 juin 2024, le Conseil d'administration du FMI a annoncé l'approbation de la 2^{ème} revue des programmes de Mécanisme élargi de crédit (EFF) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (RSF) ainsi que de l'Article IV du FMI. Cette conclusion permet le décaissement de 8,1 MUSD au titre de l'EFF (portant le total décaissé à 24,3 MUSD) et de 4,1 MUSD au titre de la RSF (portant son total à 8,2 MUSD). Les deux programmes ont été approuvés le 31 mai 2023, pour des montants respectifs de 56 MUSD (EFF) et 46 MUSD (RSF). La croissance du PIB des Seychelles devrait s'accélérer en 2024 à 3,7 % (contre 3,2 % l'année précédente). L'inflation devrait repartir à la hausse à 1,2 % en 2024, contre un recul du niveau général des prix de 1 % en 2023. En 2023, les arrivées de touristes aux Seychelles ont augmenté de 91 % par rapport à leur niveau pré-pandémique en 2019.

Signature d'un protocole d'accord entre la Corée du Sud et les Seychelles dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture

Les gouvernements des Seychelles et de la Corée du Sud ont signé un protocole d'accord visant l'établissement d'une coopération dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture lors du Sommet Corée du Sud - Afrique les 4 et 5 juin 2024. Cet accord vise à renforcer la coopération bilatérale, faciliter le transfert de connaissances et le partage d'informations, renforcer les capacités et promouvoir le commerce des produits de la pêche, selon le ministère seychellois de la Pêche et de l'Economie bleue. Il s'inscrit dans la lutte contre le réchauffement climatique et contre la surpêche, à travers le renforcement de la résilience et de la durabilité des secteurs de l'aquaculture.

Somalie

La Somalie élue au conseil de sécurité non-permanent de l'ONU pour 2025-2027

La Somalie a été élue 15^{ème} membre du conseil de sécurité de l'ONU pour un mandat de deux ans débutant en 2025, plus de cinquante années après son dernier mandat. Les Nations Unies ont salué les efforts du gouvernement et de la population somalienne vers la paix, la prospérité et la sécurité tandis que la Somalie a mis en avant ce progrès symbolique et diplomatique lui permettant de renforcer ses liens avec les différents membres du Conseil de sécurité. Le Panama, la Grèce, le Danemark et le Pakistan font aussi partie des cinq nouveaux membres non permanents.

Soudan

Signature d'un accord minier lors d'une visite en Russie

Le vice-Président du Conseil de la Souveraineté, Malik Agar, a dirigé une délégation soudanaise de haut niveau en Russie à l'occasion du forum d'investissement annuel

Russe tenu à Saint-Pétersbourg au début du mois de juin. Il était accompagné des ministres des Finances, des Affaires étrangères, des Mines et de l'Agriculture. La délégation soudanaise aurait discuté en marge du forum avec le ministre des Affaires étrangères Russe, Sergey Lavrov, du développement de la coopération économique et militaire entre les deux pays. Dans le même temps, le ministre des Mines a annoncé la signature avec la société russe *Zarubezh Geology*, d'un accord de concession d'exploration et exploitation minière. La société *Zarubezh Geology* est déjà active au Soudan et avait signé en 2020 un accord avec le ministère des Mines pour effectuer la cartographie des ressources minières du Soudan, dont les travaux ont été achevés dans les trois états du Nord, du Nil et de la mer Rouge. Pour mémoire, ces développements surviennent à la suite de déclarations par l'Adjoint du chef de l'armée sur l'établissement d'un centre de soutien logistique naval russe sur la mer Rouge. Le groupe *Wagner* est présent au Soudan depuis 2017 à travers la société *Meroe Gold* qui a été désignée par l'OFAC en 2020. Depuis, la société continue à opérer sous une société écran locale.

Soudan du Sud

20 MUSD d'aide alimentaire urgente par le « *South Sudan Humanitarian Fund* »

La Coordinatrice humanitaire de la mission des Nations Unies pour le Soudan du Sud (UNMISS) a annoncé l'octroi d'une aide alimentaire urgente de 20 MUSD par le biais du *South Sudan Humanitarian Fund* (SSHF) qui est un fonds soutenu par des donateurs internationaux et géré par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA). Ce financement vise à fournir une assistance à 290 000 personnes vulnérables dans les régions d'Aweil Est, de Nasir, de Rubkona et de Pibor. Les fonds, alloués aux ONG actives sur le terrain, renforceront également la résilience des communautés d'accueil des personnes ayant fui le conflit au Soudan. Cette aide s'inscrit dans la continuité de financements précédents pour la prévention de la famine, dont les 16 MUSD octroyés par le « *Central Emergency Response Fund* » des Nations Unies et les 17 MUSD du SSHF, en septembre 2023. Les besoins humanitaires pour le Soudan du Sud sont estimés à 1,8 MdUSD mais les financements obtenus à ce jour représentent moins de 20 % de ce montant.

Tanzanie

Construction de six nouveaux réservoirs de stockage de pétrole

La Société tanzanienne de développement pétrolier (TPDC) a annoncé son intention d'augmenter considérablement sa capacité de stockage de pétrole grâce à la rénovation d'un réservoir existant et à la construction de six réservoirs supplémentaires. L'initiative de TPDC comprend la rénovation du réservoir n°8, qui a une capacité de stockage de 45 000 tonnes. Ce réservoir, qui fait partie de l'infrastructure des Réserves internationales de pétrole de Tanzanie (TIPER) à Kigamboni, a été construit en 1993 et a été opérationnel pendant six ans avant d'être mis hors service en 2000. En plus de la rénovation, TPDC prévoit de construire six nouveaux réservoirs d'une capacité totale de 162 000 tonnes. Ces nouveaux réservoirs seront situés à Kigamboni et dans d'autres régions clés dont Dodoma et Mwanza. La réalisation de ce projet devrait prendre vingt mois. Ces améliorations devraient potentiellement permettre de sécuriser l'approvisionnement du pays en matières premières, avec la création d'une Réserve stratégique de pétrole (PSR), ainsi que la sécurité et la stabilité énergétiques du pays.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr